



Ontario Confederation of University Faculty Associations
Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario

OCUFA : L'attaque du gouvernement contre les droits des travailleurs supprimera les salaires équitables et les avantages sociaux des professeurs contractuels et du personnel universitaire déjà mal rémunéré

TORONTO – Les professeurs de l'Ontario s'inquiètent vivement de la tentative du gouvernement Ford de plafonner à un pour cent les hausses annuelles de la rémunération dans le secteur public. Cette mesure législative représente une attaque contre les droits à la négociation collective libre et équitable, une menace à l'équité salariale et aux avantages sociaux pour les professeurs contractuels et pour d'autres travailleurs marginalisés, et l'érosion des fondements d'importants services publics en Ontario.

Dans la foulée de la mesure législative précédente qui réduit le salaire minimum et dérobe les droits fondamentaux de l'emploi aux travailleurs de l'Ontario, dont les congés de maladie payés et l'équité salariale, le gouvernement Ford tente maintenant de refuser aux employés du secteur public leur droit constitutionnel de négocier collectivement leurs salaires et leurs avantages sociaux. Les professeurs et les bibliothécaires universitaires de l'Ontario croient fermement au droit à la négociation collective libre et équitable. C'est grâce à ce processus que l'équité est favorisée et que de bons emplois et un salaire équitable sont assurés aux groupes traditionnellement moins bien rémunérés, notamment, les professeurs qui s'identifient aux femmes, ainsi que les professeurs racialisés et contractuels.

« Doug Ford a déclaré clairement qu'il croit que les travailleurs de l'Ontario devraient avoir des salaires plus faibles et moins de droits, a déclaré la présidente de l'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario, Gyllian Phillips. « Nous ne pourrions pas être plus en désaccord. Encourager un accroissement du travail précaire mal rémunéré est un pas dans la mauvaise direction. Les universités de l'Ontario devraient être des chefs de file en ce qui a trait à l'offre de bons emplois assurés. »

Si elle est adoptée, cette nouvelle mesure législative aurait de graves répercussions pour les travailleurs universitaires, spécialement pour les professeurs contractuels dans des postes précaires qui donnent la majorité des cours dans les universités de l'Ontario. Priver les syndicats des professeurs de la capacité de négocier une meilleure rémunération pour leurs professeurs contractuels membres éliminera les salaires équitables et les avantages sociaux de milliers de professeurs qui sont embauchés un trimestre à la fois et qui arrivent à peine à subvenir aux besoins de leur famille et à joindre les deux bouts. En outre, cette mesure législative rendrait encore plus difficile de combler l'écart salarial systémique pour les professeurs et le personnel qui s'identifient aux femmes, ainsi que pour les professeurs et le personnel autochtones et racialisés.

« Le gouvernement devrait aider à créer de bons emplois stables pour les personnes qui sont contraintes de travailler maintenant dans des contrats de travail précaire à court terme, a déclaré Phillips. Au lieu de cela, Ford gaspille de l'énergie à des « consultations » fallacieuses et à l'introduction de nouveaux modèles irresponsables de financement des universités, qui renforceront encore davantage l'exploitation des travailleurs contractuels. »

Ce gouvernement est résolu à miner les services publics de l'Ontario, en annonçant des compressions en matière d'éducation élémentaire, secondaire et postsecondaire et en s'attaquant aux droits des étudiants et des travailleurs dans les universités de l'Ontario. Dans une présentation écrite au Secrétariat du Conseil du Trésor concernant le processus de « consultations » fallacieuses lancé avant l'introduction de cette mesure législative, l'OCUFA a décrit en détail ses préoccupations quant aux motifs du gouvernement. Cette réponse clarifie que les membres du corps professoral sont employés par les universités et négocient leurs contrats avec celles-ci et non avec le gouvernement provincial. Une tentative par Ford de s'ingérer dans les conventions collectives des universités violerait l'autonomie universitaire et les droits des professeurs et du personnel protégés en vertu de la Constitution.

En outre, l'OCUFA a souligné que l'Ontario a les niveaux de revenus par habitant et les taux de financement par étudiant les plus faibles au Canada. Au lieu de s'en prendre aux Ontariens qui travaillent fort, le gouvernement Ford devrait demander aux entreprises de la province et aux plus fortunés de payer leur juste part pour que le gouvernement puisse investir adéquatement dans les services publics de l'Ontario, dont l'éducation postsecondaire.

L'OCUFA croit à un système d'éducation postsecondaire public de haute qualité qui fournira de bons emplois stables et favorisera des collectivités dynamiques tant sur le campus que hors campus. Ensemble, les professeurs des universités et les bibliothécaires universitaires de l'Ontario collaboreront à résister au programme idéologique et vindicatif de ce gouvernement et poursuivront leurs efforts en vue de bâtir des universités plus justes où tous les étudiants peuvent recevoir une excellente éducation et où tous les travailleurs bénéficient de la sécurité d'emploi, d'un salaire équitable et d'avantages sociaux.

Fondée en 1964, l'OCUFA représente 17 000 professeurs et bibliothécaires universitaires de 30 associations des professeurs en Ontario. Pour plus de renseignements, consultez le site www.ocufa.on.ca.

-30-

Pour des renseignements ou pour une entrevue, veuillez prendre contact avec :
[Ben Lewis, responsable des communications, au 416 306-6033, ou à blewis@ocufa.on.ca](mailto:blewis@ocufa.on.ca)